



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (C.C.T.P.) MARCHE N°2026-002-PI.1

Mission de Contrôle Technique

**CROUS de Bourgogne Franche-Comté
Rénovation et réhabilitation du bâtiment GEROME
Résidence Colette à Besançon**

Maître d'ouvrage : CROUS de Bourgogne Franche-Comté

Opération : Rénovation et réhabilitation du bâtiment GEROME - Résidence Colette à Besançon

SOMMAIRE

1. OBJET	4
2. RAPPELS GENERAUX	4
3. DONNEES DE L'OPERATION	4
4. NATURE ET DOMAINE D'INTERVENTION	4
4.1. Nature de la mission de contrôle technique	4
4.2. Processus de l'opération et découpage de la mission de contrôle technique	5
5. DEROULEMENT DE LA MISSION	6
5.1 Partie technique n°1 - Assistance à la sélection de l'opérateur titulaire du MGP	6
5.2 Partie technique 2 : Phase conception	7
5.3 Partie technique 3 : Phase réalisation	8
5.4 Partie technique 4 : Mission pendant la période de parfait achèvement	9
6. NATURE TECHNIQUE DES VERIFICATIONS	10
7. ACTES DU CONTROLEUR TECHNIQUE	10
7.2 Exercice de la mission	10
7.3 Limites de la mission	11
8. CONDITIONS D'EXECUTION – OBLIGATIONS GENERALES	12
8.1. Règles particulières	12
8.2. Présences obligatoires	12
8.3. Diffusion des actes	12
9. MOYENS DU CONTROLEUR TECHNIQUE	12
10. MISSION L RELATIVE A LA SOLIDITE	13
10.1 Ouvrages soumis au contrôle technique	13
10.2 Exécution de la mission	14
11. MISSION S RELATIVE A LA SECURITE DES PERSONNES	14
11.1 Étendue de la mission	14
11.2 Éléments et équipements soumis au contrôle technique	14
11.3 Exécution de la mission	15
12. MISSION PS RELATIVE A LA SECURITE DES PERSONNES DANS LES CONSTRUCTIONS EN CAS DE SEISME	16
13. MISSION P1 RELATIVE A LA SOLIDITE DES ELEMENTS D'EQUIPEMENT NON INDISSOCIABLEMENT LIES	16
14. MISSION F RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS	16

15. MISSION LE RELATIVE À LA SOLIDITÉ DES EXISTANTS	18
16. MISSION HAND, RELATIVE A L'ACCESSIBILITE DES CONSTRUCTIONS POUR LES PERSONNES HANDICAPEES	18
17. ATTESTATION DE CONFORMITE RELATIVE A L'ACCESSIBILITE DES CONSTRUCTIONS POUR LES PERSONNES HANDICAPEES	19
18. MISSION PV	19
19. ANNEXES	19

TITRE I -GENERALITES APPLICABLES A TOUTES LES MISSIONS

1. OBJET

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) s'applique aux prestations intellectuelles nécessaires à l'exercice du contrôle technique au sens de l'article 8 de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 pour l'opération de rénovation et réhabilitation du bâtiment GEROME - Résidence Colette à Besançon. Il complète et précise les prescriptions du CCTG-CT (Décret n° 99-443 du 28 mai 1999) et de la norme NF P03.100, ainsi que toute réglementation et norme en vigueur applicables à l'opération.

2. RAPPELS GENERAUX

Le contrôle technique a pour objet de contribuer à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation d'une opération de construction ou de réhabilitation. Il est exercé par des personnes physiques ou morales agréées par le Ministre chargé de la construction dans les conditions fixées par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978. Le contrôleur technique exerce ses fonctions pour le compte du maître d'ouvrage, en liaison avec la maîtrise d'œuvre, les entreprises et fournisseurs et, d'une manière générale, tout intervenant en vue de la réalisation des ouvrages.

3. DONNEES DE L'OPERATION

Marchés de travaux : MGP (Marché global de performance)

Durée des études : 8 mois

Durée des travaux prévisibles : 12 mois

Avancement : Etudes par les 2 groupements en cours

4. NATURE ET DOMAINE D'INTERVENTION

4.1. Nature de la mission de contrôle technique

Le contrôle technique a pour objet de contribuer à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation d'une construction.

Les missions confiées au contrôleur technique sont les suivantes :

- L — Solidité des ouvrages et éléments indissociables : Stabilité générale, portance, fondations, superstructures, assemblages, durabilité, conformité des matériaux/produits, hypothèses de calcul.
- S — Sécurité des personnes : Sécurité incendie, évacuation, désenfumage, dispositifs de protection collective, conformité aux règlements ERP/Code de la construction.

- PS — Sécurité en cas de séisme : Contrôle parasismique : zonage, catégories d'ouvrages, règles Eurocodes, cohérence des calculs et détails de ferrailage/assemblages, attestations requises.
- P1 — Solidité des éléments dissociables : Éléments d'équipement non indissociables : ancrages, fixations, interaction avec la structure, efforts, stabilité locale.
- F — Fonctionnement des installations : Essais et mise au point des installations techniques (CVC, plomberie, électricité, sûreté, etc.) : conformité fonctionnelle, scénarios d'exploitation, interfaces.
- LE — Solidité des existants : Diagnostic structurel des ouvrages existants : reconnaissances/sondages, pathologies, capacité portante, compatibilité des renforcements, phasage.
- Hand — Accessibilité : Application des règles d'accessibilité (selon destination), notice d'accessibilité (PC), contrôles de conformité des cheminements, équipements et attestation en fin de travaux.
- ATT Hand Attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées
- PV — Procès-verbaux d'essais : Récolement des PV d'essais et de performances : identification des essais requis, vérification de leur réalisation et conformité, examen des résultats avant réception.

4.2. Processus de l'opération et découpage de la mission de contrôle technique

L'opération sera réalisée dans le cadre d'un montage en marché global de performance. La mission de contrôleur technique est décomposée en parties techniques au sens de l'article 22 du CCAG-PI de 2021 :

Partie technique 1 : Assistance à la sélection de l'opérateur titulaire du MGP:

- **Analyse des solutions initiales esquisse + (ESQ+)**, afin d'apporter un avis technique précoce sur la conception et la prévention des risques ;
- **Analyse des solutions intermédiaires (APS) et offres finales (APS+)**. Le contrôleur technique devra émettre un avis sur les études de chacun des deux candidats pour les **solutions intermédiaires (APS) et des offres finales (APS+)**. L'attributaire sera désigné à l'issue de l'offre finale de niveau APS+.
- Rédaction d'un pré-RICT
- **Partie technique 2** : Phase conception
 - Examen des documents de conception (APD et PRO)
 - Examen des documents d'exécution

- **Partie technique 3** : Phase réalisation
 - Examen sur chantier des ouvrages et des équipements
 - Prestations préalables à la réception
- **Partie technique 4** : Mission pendant la période de garantie de parfait achèvement (GPA)

Les missions des autres intervenants dans l'acte de construire sont précisées à l'Article 4 du Cahier des Clauses Communes (CCC).

5. DEROULEMENT DE LA MISSION

La mission confiée au titulaire se déroule selon les phases suivantes :

5.1 Partie technique n°1 - Assistance à la sélection de l'opérateur titulaire du MGP

Il est prévu de choisir l'opérateur économique titulaire du Marché Global de Performance selon une procédure de **dialogue compétitif, avec 2 candidats et en 2 tours successifs** (c'est-à-dire par la remise de solutions initiales et d'une solution intermédiaire) avant la remise de l'offre finale.

Le dialogue compétitif, décrits aux articles R.2124-5, R.2161-24 à R.2161-31 du CCP est une procédure de type restreinte qui impliquera plusieurs rencontres avec les équipes candidates au marché global de performance, notamment une réunion de présentation du programme, une rencontre (avec une ou plusieurs réunions) sur un premier rendu de type Esquisse Architecturale et une rencontre (avec une ou plusieurs réunions) correspondant à la phase de niveau APS+. Cette procédure implique également la remise de 2 livrables par équipe candidate, conformément au déroulé estimé ci-après :

- Phase candidature
 - Mise à disposition du DCE complet.
 - Réception des candidatures.
 - Analyse des candidatures après application des critères de sélection des candidatures.
- Phase dialogue
 - Premier tour : réception des solutions/offres initiales (niveau ESQ+).
 - Dialogue sur les solutions initiales (une à plusieurs réunions avec les groupements soumissionnaires).

- Deuxième tour : réception des solutions intermédiaires (de niveau APS).
 - Dialogue sur les solutions intermédiaires (une à plusieurs réunions avec les groupements soumissionnaires).
- Phase offre finale :
- Clôture du dialogue.
 - Réception des offres finales (de niveaux APS à APS+)
 - Désignation de l'attributaire après application des critères d'analyse des offres.

Le contrôleur technique analysera les solutions initiales, les solutions intermédiaires et offres finales pour chacun des candidats (soit 2 rendus de niveau ESQ+ à APS/APS+ à analyser ainsi que d'éventuels compléments par candidat). 2 candidats ont été retenus pour soumissionner.

Le contrôleur technique remettra son avis portant sur les différents aléas qu'il contribue à prévenir, en particulier :

- Un avis sur les descentes de charges
- Un avis sur le dispositif de fondation
- Un avis sur le traitement de l'air (y compris climatisation/chauffage)
- Un avis sur la sécurité des personnes
- Un avis sur les dispositions relatives au handicap

Le titulaire remettra un rapport résumant ses avis sur les 2 solutions initiales des candidats (de niveau ESQ+) qui constituera la trame du rapport initial de contrôle technique.

Par la suite, Il remettra un rapport actualisé sur les solutions intermédiaires (de niveau APS), puis sur les 2 offres finales des candidats remises à la clôture du dialogue (de niveaux APS à APS+).

Il est expressément rappelé au contrôleur technique toute la diligence et la clarté qu'il devra apporter dans l'explication de ses observations ou avis tant vis à vis du maître de l'ouvrage que des autres partenaires de l'opération, non spécialisés en matière de contrôle technique.

Le contrôleur technique à partir de son rapport remis lors de l'analyse des offres rédigera pour l'offre retenue un **pré rapport initial de contrôle technique qui sera rendu contractuel au marché global de performance.**

5.2 Partie technique 2 : Phase conception

Examen des documents de conception (APD et PRO)

*C.C.T.P. – Mission de Contrôle Technique pour la Rénovation et réhabilitation du bâtiment
Gérôme de la Résidence Colette à Besançon*

Pendant les études de conception (APD et PROJET), le contrôleur technique procède à l'examen des dispositions techniques des devis descriptifs, plans et autres documents objet du marché global de performance.

A la fin de cette phase de mission, et avant le début des travaux, le contrôleur technique adresse au maître de l'ouvrage le **rapport initial de contrôle technique (RICT)**.

Il est expressément rappelé au contrôleur technique toute la diligence et la clarté qu'il devra apporter dans l'explication de ses observations ou avis tant vis à vis du maître de l'ouvrage et de l'ATMO, que du constructeur titulaire du marché global de performance.

Cette phase comprend également :

- La participation aux réunions techniques avec l'Ensemblier titulaire du MGP et l'ATMO et, en cas de besoin, le maître d'ouvrage ou ses représentants. La fréquence de ces réunions en phase étude, dépend de l'ATMO en collaboration avec l'Ensemblier titulaire du contrat. Il est prévu à minima deux réunions de travail par phase d'étude (APD, PC et PRO).
- Les présentations à la commission de sécurité en charge du dossier. A cet effet, le contrôleur technique émettra un avis sur la notice de sécurité et d'accessibilité.
- La participation aux réunions avec le SDIS ainsi que le groupement Titulaire du Marché global de performance lors de la mise au point du Permis de Construire.

Examen des documents d'exécution

Le contrôleur technique examine les plans et autres documents techniques d'exécution réalisés dans le cadre de l'opération, sur les ouvrages et les éléments d'équipements soumis au contrôle.

Le contrôleur technique participe aux réunions de mise au point technique, notamment aux réunions mensuelles de niveau 2 dites « **Mensuelles** », une fois par mois, pendant la période d'études.

Le contrôleur technique procède à l'examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs visés à l'article 1792-1.1° du Code civil.

5.3 Partie technique 3 : Phase réalisation

Examen sur chantier des ouvrages et des équipements

Le contrôleur technique procède à l'examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs visés à l'article 1792-1.1° du Code civil.

Le contrôleur technique :

- S'assure que les constructeurs font appel, aussi souvent que possible, à des méthodes objectives fondées sur l'expérimentation et les mesures,
- Prend connaissance des documents, notamment des procès-verbaux d'essais, établis par les constructeurs ou par des tiers,
- Apprécie les résultats et conclusions portés sur ces documents,
- Contrôle les travaux en cours de réalisation, par examen visuel à l'occasion des visites ponctuelles (**au minimum 2 fois par mois**) de chantier,
- Réalise des visites inopinées sur le chantier (au minimum 1 fois par semaine),

Prestations préalables à la réception

Le contrôleur technique

- Établit la liste des contrôles à effectuer : certificats de qualification, essais, visites, etc.,
- Avertit le maître de l'ouvrage dans les meilleurs délais des problèmes qui pourraient avoir une incidence importante sur l'achèvement des travaux.

La mission ne comprend pas la réalisation d'enquêtes sur des matériaux ou procédés de techniques non courantes, mais l'analyse motivée des résultats et conclusions nécessaires à la prise de décision du maître de l'ouvrage.

Cette partie technique comprend la participation du contrôleur technique aux visites de la commission de sécurité.

À la fin de cette partie technique, dans les délais indiqués à l'AE-CCAP, le contrôleur technique adresse au maître de l'ouvrage le rapport final de contrôle technique (RFCT), l'attestation de solidité visée au décret du 8 mars 1995, l'attestation de vérification avant mise en service des installations électriques, l'attestation « handicapés » prévue à l'article L.111-7-4 du CCH, l'attestation de conformité RT.

Aucun avis suspendu ne subsiste dans ce rapport.

5.4 Partie technique 4 : Mission pendant la période de parfait achèvement

Pendant la période de garantie de parfait achèvement, les interventions consistent à vérifier les travaux destinés à lever les réserves mentionnées au procès-verbal de réception, ou à réparer les désordres révélés postérieurement.

Toutefois, la mission du titulaire comprend les vérifications initiales lors de la mise en service.

Le titulaire remettra 2 mois avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement une note relative au comportement de l'ouvrage et de ses équipements au regard des aléas que le contrôleur technique contribue à prévenir.

6. NATURE TECHNIQUE DES VERIFICATIONS

Chaque prestation de contrôle technique qui fait partie de la mission confiée au titulaire comporte des vérifications qui s'exercent à toutes les phases de la mission par référence à des textes généraux et à des textes particuliers.

Ces vérifications sont réalisées par référence aux textes généraux énumérés à l'article 12 du CCTG-CT :

- Aux textes législatifs et réglementaires,
- Aux fascicules du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux,
- Aux textes techniques de caractère nominatif notamment :
 - Les normes françaises homologuées
 - Les règles et prescriptions techniques D.T.U.
 - Les avis techniques, agréments européens et appréciations techniques d'expérimentation ATEX
 - Les règles professionnelles dans les domaines non couverts par les textes précités telle que définies à l'article 2.4 de la norme NFP 03-100
 - Le code du travail

7. ACTES DU CONTROLEUR TECHNIQUE

7.1 Principes généraux

Le contrôleur technique désigne la personne qualifiée pour signer les avis et adresse tous ses actes par écrit au maître d'ouvrage. Les actes comprennent : avis, rapports, comptes rendus, attestations, états récapitulatifs des avis suspendus ou défavorables.

7.2 Exercice de la mission

Pour permettre et faciliter l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître de l'ouvrage ou son représentant :

- Informe tous les intervenants à la construction, des dispositions qui les concernent dans les conditions du présent marché,
- Remet au contrôleur technique la copie du permis de construire et la déclaration d'ouverture de chantier,
- Lui fournit, en tenant compte des délais nécessaires à ces opérations, tous renseignements, justificatifs et documents techniques utiles à l'accomplissement de sa mission, ainsi que toute pièce modificative,
- Lui indique l'usage précis auquel il destine les ouvrages sur lesquels porte le contrôle ainsi que les sujétions particulières inhérentes à cet usage,

- Lui donne librement accès aux chantiers et autres lieux d'intervention et, d'une façon générale, lui fournira toutes facilités pour l'exercice de sa mission sans perte de temps ou incidence financière et dans des conditions de sécurité satisfaisantes,
- Le prévient, en temps utile, des dates de commencement des travaux de chaque entreprise spécialisée et des phases essentielles de leur exécution,
- Le prévient, en temps utile, des dates de réception,
- Lui communique, si une intervention était demandée pendant la période de parfait achèvement, les procès-verbaux de réception et les plans de récolement.

Le maître de l'ouvrage autorise le contrôleur technique à répondre à toute demande d'information en provenance des assureurs, en vue de leur permettre de mieux apprécier les risques couverts par les polices ; il l'autorise également à adresser, le cas échéant, un exemplaire de ses correspondances et rapports, directement aux intervenants intéressés.

Le maître de l'ouvrage indiquera au contrôleur technique la suite donnée aux avis qu'il lui a adressés.

7.3 Limites de la mission

Sauf spécification contraire, précisant notamment les hypothèses des limites à retenir, le contrôleur technique ne prend pas en compte dans l'accomplissement de sa mission les phénomènes assimilables à des catastrophes naturelles (tels que tempêtes, cyclones, inondations exceptionnelles) ou liés à la fission de l'atome.

Le contrôleur technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents intervenants à l'acte de construire qui assument seuls et chacun en ce qui les concerne la responsabilité, selon les cas, de la conception du projet, de l'élaboration des documents techniques, de l'établissement des calculs justificatifs, de l'implantation des ouvrages, de la direction des travaux, de leur coordination, de leur exécution, de leur surveillance, et de leur réception.

La mission du contrôleur technique ne se substitue en aucune manière aux contrôles de l'administration, préalables ou *a posteriori*, notamment aux contrôles de la commission de sécurité compétente, de l'Inspection du Travail ou des organismes de Sécurité Sociale.

Le contrôleur technique exerce sa mission par référence aux règles visées à l'article 6 du présent cahier des charges.

Il n'appartient pas au contrôleur technique de s'assurer que ses avis sont suivis d'effet et de prendre, ou de faire prendre, toute mesure nécessitée par la détection d'éventuelles déficiences.

Il ne peut être fait état, vis-à-vis de tiers, des avis émis par le contrôleur technique que par publication ou communication *in extenso*. Il ne peut non plus être fait état, à titre publicitaire, de

l'intervention du contrôleur technique, sans avoir recueilli au préalable l'accord de celui-ci sur le principe et le libellé de ladite publicité.

Le contrôleur technique doit prendre l'initiative de demander au représentant du maître de l'ouvrage tout complément d'information qui lui semble normal et qui ne lui aurait pas été remis.

8. CONDITIONS D'EXECUTION – OBLIGATIONS GENERALES

8.1. Règles particulières

Le contrôleur technique est tenu :

- De signaler au maître d'ouvrage tout document manquant, nécessaire à son intervention
- De participer à toutes les réunions nécessaires à l'accomplissement de sa mission
- De signaler au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre les essais qu'il estime nécessaires.

8.2. Présences obligatoires

Le contrôleur technique est tenu de participer :

- Aux réunions de mise au point en période de conception
- Aux réunions de préparation de chantier,
- A une réunion de chantier par mois
- De faire une visite par mois improvisée, hors réunion de chantier
- Aux visites et pré visites des commissions (sécurité, etc.)
- A toute réunion exceptionnelle à laquelle il aura été convoqué par le maître d'ouvrage l'ouvrage ou invité par le maître d'œuvre,

De plus, à l'occasion d'interventions dont l'exécution est particulièrement importante pour la qualité de l'ouvrage, le contrôleur technique pourra être amené à augmenter le nombre de ses visites selon son appréciation.

8.3. Diffusion des actes

Diffusion numérique PDF des rapports, avis, comptes rendus et attestations au maître d'ouvrage, au mandataire du marché global de performances.

9. MOYENS DU CONTROLEUR TECHNIQUE

Le contrôleur technique s'engage à agir avec toute la diligence souhaitable et à mettre en œuvre les moyens permettant d'éviter les surcoûts et les retards qui pourraient découler de son intervention, conformément au CCTG-CT.

TITRE II -MISSIONS DE CONTRÔLE TECHNIQUE

10. MISSION L RELATIVE A LA SOLIDITE

Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir, sont exclusivement ceux découlant d'un défaut de solidité des ouvrages.

Il est précisé que les termes « défaut de solidité » revêtent les significations suivantes :

- Mauvaise adaptation du mode de fondation à la nature des ouvrages et des terrains rencontrés ;
- Défaut de stabilité ou de résistance mécanique des ouvrages ;
- Défaut de stabilité au feu des ouvrages dans les conditions définies par le maître de l'ouvrage ;
- Déformation excessive des ouvrages par rapport aux limites fixées par la réglementation technique en vigueur ;
- Défaut d'étanchéité des ouvrages de clos et de couvert.

La prévention des aléas qui ne compromettent pas la résistance ou l'étanchéité des ouvrages et qui n'entraînent pas leur déformation excessive, n'est pas comprise dans la mission.

Le contrôle technique ne s'étend pas aux travaux préparatoires tels que démolitions, terrassements, blindages, coffrages, étalements, levages, échafaudages, manutentions.

10.1 Ouvrages soumis au contrôle technique

Le contrôle technique porte sur les ouvrages et les éléments d'équipement énumérés ci-après :

- Les réseaux divers et les ouvrages de voirie (à l'exclusion des couches d'usure des chaussées) ;
- Les ouvrages de fondation qui assurent le report au sol des charges nouvelles apportées par l'ouvrage ;
- Les ouvrages d'ossature qui ont été conçus pour recevoir et transmettre aux fondations les charges de toute nature ;
- Les ouvrages de clos et de couvert, fixes ou mobiles, qui offrent une protection au moins partielle contre les agressions des éléments naturels extérieurs ;
- Dans la mesure où ils font partie des marchés de travaux communiqués au contrôleur technique, les éléments d'équipement indissociablement liés, au sens de l'article 1792-2 du Code civil, aux ouvrages ci-dessus.

10.2 Exécution de la mission

Le contrôle de la conception comprend l'examen des hypothèses retenues en vue de la détermination du mode de fondation des ouvrages et des justificatifs correspondants (sondages, résultats d'essais géotechniques, etc...).

Avec le rapport final, le titulaire établira une attestation de solidité en application du décret du 8 mars 1995 modifié, en vue de sa remise à la commission de sécurité compétente.

11. MISSION S RELATIVE A LA SECURITE DES PERSONNES

11.1 Étendue de la mission

Les aléas techniques, que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir, sont exclusivement ceux, générateurs d'accidents corporels, qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées.

Cette mission ne s'étend donc pas, à titre d'exemples, aux aléas relatifs à l'hygiène, aux nuisances et aux pollutions, ni aux aléas visés par d'autres rubriques du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de contrôle technique (décret n° 99-443 du 28 mai 1999), notamment à la solidité, qui est ici réputée acquise.

Elle ne comprend pas le contrôle du fonctionnement, à l'exception toutefois de celui des dispositifs de sécurité.

En ce qui concerne les personnes handicapées à mobilité réduite, la présente mission porte exclusivement sur les dispositions du règlement de sécurité visé à l'article R 123-12 du Code de la construction et de l'habitation, concernant la protection contre les risques d'incendie et de panique.

La mission ne s'étend pas à la sécurité des travailleurs sur le chantier pendant toute la durée des travaux.

Elle fait l'objet d'une extension lors des phases de travaux du fait que le pouvoir adjudicateur continuera son exploitation (cf. mission spécifique)

11.2 Éléments et équipements soumis au contrôle technique

Sont soumis au contrôle technique, pour l'objet ci-dessus, les dispositifs de construction, ouvrages et équipements :

- Faisant partie du ou des marchés de travaux communiqués au contrôleur technique,

- Visés du point de vue de la sécurité des personnes par la législation ou réglementation applicable à la construction du fait de sa destination telle que définie au permis de construire.

Il s'agit notamment :

- Des dispositions constructives relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique, et des moyens de secours,
- Des installations électriques,
- Des installations de ventilation, conditionnement d'air,
- Des ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, voire trottoirs roulants
- Des garde-corps et fenêtres basses,
- Des installations de gaz combustibles,
- Des portes et portails automatiques.

11.3 Exécution de la mission

Le maître de l'ouvrage est réputé avoir effectué les formalités administratives relatives aux déclarations ou autorisations nécessaires ; il doit adresser au contrôleur technique la copie des décisions administratives particulières fixant les éventuelles prescriptions spéciales de sécurité à respecter.

Le contrôle de la conception comprend l'examen de la prise en compte de ces éventuelles prescriptions.

Le contrôleur technique participe aux entretiens qui s'avéreraient nécessaires avec l'administration compétente, notamment les commissions de sécurité ; ces entretiens auront lieu, le cas échéant, en présence du maître de l'ouvrage ou de ses représentants

Le contrôle des travaux ne porte que sur les parties visibles ou accessibles, au moment de l'intervention du contrôleur technique qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif ; toutefois, si le contrôleur technique en exprimait la demande pour l'exercice de sa mission, les opérations de démontage nécessaires seraient effectuées à la diligence du maître de l'ouvrage.

Les essais de comportement au feu des matériaux et éléments constructifs ne sont pas à la charge du contrôleur technique ; les procès-verbaux qui sanctionnent ces essais dans un laboratoire agréé seront fournis au contrôleur technique par les intervenants intéressés.

Le contrôle des travaux comprend l'établissement des rapports exigés par la réglementation concernant la sécurité des personnes et portant sur les ouvrages et équipements réalisés au stade de la réception des travaux.

12. MISSION PS RELATIVE A LA SECURITE DES PERSONNES DANS LES CONSTRUCTIONS EN CAS DE SEISME

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission PS sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la protection parasismique dans les constructions achevées. La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement visés par les règles parasismiques.

Cet élément de mission comprend les attestations à établir prévues par la réglementation.

13. MISSION P1 RELATIVE A LA SOLIDITE DES ELEMENTS D'EQUIPEMENT NON INDISSOCIABLEMENT LIES

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission P1 sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés. La mission P1 s'exerce dans les conditions fixées dans l'annexe A de la norme NFP 03-100 au titre de la mission L dont elle constitue le complément.

Ces équipements sont visés à l'article 1792-3 du Code civil, à l'exception des éléments mobiles. Ces éléments font l'objet d'une garantie de bon fonctionnement d'une année minimum.

Elle ne comporte pas l'appréciation des éventuels phénomènes d'érosion interne des réseaux de fluides.

Il est précisé que l'exécution de cette mission devra également prendre en compte les données et exigences techniques précisées par le maître de l'ouvrage dans le programme et les autres documents contractuels.

14. MISSION F RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS

Les aléas que le contrôleur technique a pour mission de prévenir sont exclusivement ceux découlant d'un mauvais fonctionnement des installations visées ci-après.

Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'assurer le service demandé dans les conditions de performance imposées par les textes réglementaires ou les documents contractuels.

La vérification porte sur les performances attendues dans le programme technique détaillé pour les installations techniques nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage

Le titulaire remettra un avis circonstancié quant aux moyens proposés et les dispositions adoptées par le constructeur lors de l'appel d'offres ainsi qu'au cours de la réalisation des ouvrages pour

assurer au maître de l'ouvrage le niveau de performance de l'unité de traitement tel qu'indiqué au programme.

La mission du contrôleur technique porte, sauf dispositions contraires mentionnées aux conditions particulières, sur les installations énumérées ci-après, dans la mesure où elles existent dans le bâtiment contrôlé :

- Réseaux d'alimentation en eau, de chauffage et d'assainissement,
- Chauffage, conditionnement, ventilation mécanique, climatisation
- Installations électriques y compris éclairage extérieur,
- Ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques,
- Portes automatiques de garage,
- Production et distribution d'eau chaude, distribution d'eau froide, évacuations,
- Portiers électroniques, distribution collective d'antennes de télévision,
- Fluides spéciaux,
- Gestion technique du bâtiment (GTB - domotique),
- Réseaux des voix, données, images (VDI) de l'ensemble du bâtiment.

Sauf dispositions contraires, ne sont pas visés les équipements et aménagements spécifiques des activités professionnelles. Ainsi, en tant que disposition contraire, sont visés les fluides médicaux, les circuits aérauliques ainsi que les systèmes de sécurité incendie.

La mission s'exécute conformément aux indications ci-dessus, compte tenu des précisions suivantes.

L'examen des documents de conception en phase « conception » porte sur :

- La conformité aux dispositions des règlements techniques, relatives au fonctionnement des installations considérées,
- La prise en compte de données et exigences techniques précisées par le maître de l'ouvrage dans le programme et autres documents (niveau de performance ou de résultats, etc..),
- Les dispositions des documents techniques contractuels, relatives aux essais et vérifications que doivent effectuer les entreprises,
- La vérification du dimensionnement des équipements.

A cet effet, le maître de l'ouvrage s'engage à communiquer les plans d'exécution ainsi que les notes de calcul justificatives du dimensionnement des installations.

Au cours de la phase « réalisation » sur le chantier, le contrôleur technique n'assiste à aucun essai ou vérification effectué en dehors du chantier.

Pendant la phase « préalable à la réception », le contrôleur technique assiste, par sondage, aux essais de fonctionnement effectués par les entreprises.

*C.C.T.P. – Mission de Contrôle Technique pour la Rénovation et réhabilitation du bâtiment
Gérôme de la Résidence Colette à Besançon*

Le maître de l'ouvrage s'engage à faire parvenir au contrôleur technique les procès-verbaux des essais réalisés.

Le contrôleur technique s'assurera que tous les essais prévus ont été effectués, que les procès-verbaux sont suffisamment détaillés et exploitables, et que les résultats des essais sont satisfaisants.

15. MISSION LE RELATIVE À LA SOLIDITÉ DES EXISTANTS

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission LE sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.

Le maître de l'ouvrage fournit au contrôleur technique les renseignements et documents se rapportant aux ouvrages existants tels que constats des lieux et résultats des études de diagnostic effectuées.

Le contrôleur technique effectue un contrôle visuel se rapportant à l'objet de sa mission et limité à l'examen de l'état apparent des existants concernés par les travaux.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic, au sens de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée et des textes pris pour son application, et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.

16. MISSION HAND, RELATIVE A L'ACCESSIBILITE DES CONSTRUCTIONS POUR LES PERSONNES HANDICAPEES

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission Hand sont ceux qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction de ces exigences règlementaires.

Le titulaire remettra en fin de travaux de l'attestation de conformité prévue à l'article L.111-7-4 et à l'article R111-19-27 du code de la construction et de l'habitation.

17. ATTESTATION DE CONFORMITE RELATIVE A L'ACCESSIBILITE DES CONSTRUCTIONS POUR LES PERSONNES HANDICAPEES

Dans le cadre de sa mission, le Contrôleur technique remettra en fin de travaux de l'attestation de conformité prévue à l'article L.111-7-4 et à l'article R111-19-27 du code de la construction et de l'habitation comme évoqué à l'article 14 de la présente

18. MISSION PV

Dans le cadre de sa mission, le Contrôleur technique procédera, avant la réception, au recollement et à l'examen des procès-verbaux des essais effectués sur les installations techniques.

19. ANNEXES

- Programme détaillé de l'opération
- Planning prévisionnel